

## Urgences sociales

Les affrontements qui se déroulent dans différents quartiers populaires depuis plus d'une semaine, faisant vivre aux populations et aux salariés de ces quartiers des moments extrêmement difficiles, sont révélateurs de la crise sociale qui s'y est développée : pauvreté, chômage, précarisation sociale généralisée, mais aussi discriminations et relégation sociale. Le démantèlement des services publics, l'asphyxie financière et le mépris des associations de terrain, l'abandon des politiques de prévention : tout cela est au cœur du désarroi qui s'exprime aujourd'hui. Quel avenir pour ces populations et leurs enfants ? Ces violences sont aussi les signes de l'échec des politiques répressives conçues comme seule réponse aux questions sociales.

Les morts de Clichy-sous-Bois, comme d'Aulnay sont les victimes de ces processus. Les affrontements de jeunes avec la police sont l'expression d'une rage et d'un désespoir face à une société qui ne leur fait aucune place.

Le Ministre de l'Intérieur, en stigmatisant des populations entières, avec une démagogie électoraliste et populiste indigne, a déclenché les violences qu'il prétend combattre. Les véritables " rafles " organisées depuis des mois dans plusieurs villes contre les populations immigrées à l'initiative du même Ministre de l'Intérieur confirment sa volonté de mener une politique basée sur la chasse " au faciès ". Les familles des deux jeunes morts électrocutés l'ont parfaitement exprimé : " Monsieur Sarkozy est incompetent, il doit partir ".

Dans cette situation de tensions extrêmement fortes, qui aggravent encore les conditions de vie dans les quartiers populaires, l'Union syndicale Solidaires estime que la réponse à cette situation notamment passe par :

- l'établissement de la vérité sur le drame de Clichy sous Bois et la mort des deux jeunes dans le transformateur ;
- la mise en œuvre d'un plan d'urgence pour permettre l'accès aux droits fondamentaux: emplois, logement, éducation, santé, transports, culture ;
- le rétablissement et l'augmentation des crédits destinés aux associations de terrain et aux politiques de prévention ;
- l'arrêt des politiques de criminalisation des populations défavorisées, des populations immigrées, et des jeunes des quartiers populaires .

La réponse à cette crise sociale ne passe ni par la répression ni par la provocation, ni par l'utilisation démagogique et électoraliste de ces difficultés sociales.

C'est bien d'une autre politique sociale et économique, en rupture avec les orientations libérales actuelles, prenant en compte les besoins et les aspirations de la population dont nous avons besoin.

L'accès de toutes et tous à l'emploi, au logement, à l'éducation, à la santé : voilà les conditions d'une véritable justice sociale capable de répondre au profond malaise social qui s'exprime actuellement.

L'union syndicale Solidaires participera à toutes les initiatives unitaires en ce sens.